

Rapport mensuel / 29.5.2026

Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.

Évolution du marché

Les marchés ont poursuivi leur rallye en mai, tablant sur un accord imminent entre les États-Unis et l'Iran qui entraînerait la réouverture du détroit d'Hormuz. Toutefois, à l'heure où nous écrivons ces lignes, un tel accord n'a toujours pas été conclu. Les actions mondiales (MSCI World) ont encore progressé de 4,4 %, atteignant de nouveaux records historiques. Le mouvement a été mené par le MSCI EM ex-China, qui a gagné 13,5 %, suivi par le MSCI EM (+9,5 %), tandis que le S&P 500 a progressé de 5,1 %. Les prix des matières premières ont divergé. Le Brent a chuté de 19,3 % pour atteindre 92 USD le baril, avant de rebondir début juin, les risques de conflit avec l'Iran s'étant intensifiés suite à des frappes américaines sur un pétrolier iranien et à des représailles iraniennes contre le Koweït et le Bahreïn. Les prix du cuivre ont progressé de 5,0 %, conformément à la tendance des métaux industriels (+4,8 %, sous-indice Bloomberg des métaux industriels). Les taux fondamentaux ont également montré une certaine divergence, avec les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans en hausse de 6,5 points de base (pb) à 4,43 %, tandis que les Bunds allemands à 10 ans ont reculé de 10 pb à 2,93 %, et les gilts britanniques à 10 ans ont diminué de 20 pb à 4,81 %. Les données économiques semblent justifier cette divergence des rendements. Les créations d'emplois non agricoles aux États-Unis ont de nouveau surpris à la hausse, avec 115 000 emplois créés (contre seulement 65 000 attendus), et l'industrie manufacturière américaine reste en phase d'expansion, avec un indice PMI S&P à 54,5 en avril et un indice ISM manufacturier à 52,7. L'indice PMI du secteur manufacturier européen est également en hausse et s'établit à 51,6, mais celui des services reste en territoire de contraction à 47,7, contrairement à la demande américaine, qui fait preuve d'une plus grande résilience. Le marché table sur une hausse de 20 pb des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) d'ici la fin de l'année. Cela reste inférieur à une hausse complète de 25pb, mais il s'agit d'une progression par rapport à l'absence de hausse prévue à la fin avril. En ce qui concerne la Banque centrale européenne (BCE), le marché prévoit 68 pb de hausses de taux d'ici la fin de l'année, contre 73 pb (près de trois hausses) à la fin du mois d'avril. Bien que la communication de la BCE ait été relativement agressive, nous pensons

que la faiblesse de l'économie européenne est susceptible de rendre difficile pour la BCE de procéder à trois hausses cette année.

Les indices obligataires des marchés émergents (ME) se sont bien comportés au cours de ce mois marqué par une ap-pétence marquée pour le risque:

Les titres souverains en monnaie forte des marchés émergents (EMBIG Div) ont progressé de 1 % sur le mois, menés par les titres souverains à rendement élevé, qui ont progressé de 1,6 %, tandis que leurs homologues investment grade ont gagné 0,4 %. L'Afrique a été la région la plus performante, en hausse de 2,3 %, suivie par l'Europe émergente (+1,4 %), tandis que l'Amérique latine est restée à la traîne par rapport aux autres régions avec une hausse de seulement 0,4 %. Parmi les dix obligations souveraines les plus performantes, neuf provenaient de marchés frontières et toutes les dix étaient à haut rendement (HY).

La tendance à la hausse des notations souveraines s'est poursuivie en mai. L'Argentine a vu son rating relevé pour la première fois à B- par Fitch, tandis que le Ghana a obtenu son premier rating B, également de la part de Fitch, ce qui reflète une amélioration rapide après le défaut de paiement de 2022 et la restructuration de 2024. Le rating du Nigeria a été relevé à B par S&P, l'alignant ainsi sur celui de Fitch. Le Mexique s'est démarqué de la tendance, étant rétrogradé à Baa3 par Moody's en raison de récents dérapages budgétaires.

Les obligations ukrainiennes ont été les obligations souveraines les plus performantes en mai (+10,5 %). L'optimisme des marchés semble s'être accru à la suite des remarques du président russe Vladimir Poutine sur la fin de la guerre, dont il a précisé par la suite qu'elles faisaient référence à des avancées sur le champ de bataille. Le chef de cabinet du président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a également déclaré qu'un accord de paix d'ici l'hiver était réaliste. Cependant, il semble que les deux parties intensifient les attaques militaires pour faire pression sur l'autre, plutôt que de se préparer à faire des compromis. La surperformance est également susceptible d'être due au fait que les participants au marché recherchent des opportunités de portage élevé dans un environnement d'écart de rendement serrés.

En Afrique, les obligations zambiennes (+7,3 %) ont affiché la

deuxième meilleure performance du mois, suite à l'annonce par le gouvernement zambien d'un appel d'offres pour le rachat de l'obligation d'État contingente Zambia 2053. L'appel d'offres offrait initialement un prix supérieur au prix du marché de 78 cents par dollar de valeur nominale pour les premiers soumissionnaires et de 74 cents par dollar de valeur nominale pour les soumissionnaires tardifs. Cependant, le prix de marché est remonté au-dessus du prix de l'offre de rachat, car les investisseurs pensent que le gouvernement essaie de racheter l'obligation en sachant qu'elle devrait être activée puis convertie en une obligation à échéance 2035, offrant un coupon beaucoup plus élevé et une valeur actualisée nette (VAN) nettement supérieure au prix de rachat proposé. Cela a contraint le gouvernement à augmenter la fourchette de prix de l'appel d'offres à 82,8–84,4 cents par dollar de valeur nominale. Mozambique (+7,2 %) Les obligations du Mozambique se sont fortement redressées par rapport à leurs plus bas niveaux d'avril, qui, selon nous, étaient dus à des craintes injustifiées d'un défaut de paiement imminent. Un rapport privé a suggéré qu'un groupe de porteurs d'obligations s'organisait pour négocier une prolongation à l'amiable de la maturité des obligations, incluant un instrument de récupération de la valeur. Compte tenu de l'importance des recettes gazières futures du Mozambique, cet échange pourrait être neutre en termes de VAN, voire positif en termes de VAN. Les obligations gabonaises (+5 %) ont affiché de bons résultats à la suite de la révision du budget 2026 du pays, qui prévoit toujours un déficit budgétaire important, mais plus raisonnable, de 7 % du PIB, et confirme l'intention de bénéficier d'un programme du Fonds monétaire international (FMI) (une demande officielle a été déposée en mars). Les prix élevés du pétrole soutiennent également l'accumulation de réserves de change dans la CEMAC, au profit du Gabon, de la République du Congo et du Cameroun. Le Kenya (+4,5 %) et l'Égypte (+3,4 %) figuraient également parmi les six principaux émetteurs souverains performants; cependant, nous attribuons leur performance principalement à leur profil bêta élevé et aux mouvements généraux du marché. Le Sénégal (-6,6 %) a été le pays le moins performant du continent et des marchés émergents en général. Les développements politiques compliquent la résolution de la situation de détresse: Le président Bassirou Diomaye Faye a limogé le Premier ministre Ousmane Sonko, mais le parti de ce dernier l'a ensuite nommé président de l'Assemblée nationale. En conséquence, le président a perdu le soutien de son parti et de la majorité législative, ce qui l'a conduit à remanier son cabinet avec des technocrates non affiliés à aucun parti. Il sera donc de plus en plus difficile pour le gouvernement de mettre en œuvre l'assainissement budgétaire nécessaire et d'obtenir un programme du FMI. Une éventuelle défaillance/restructuration reste notre scénario de base. L'Argentine (3,2 %) et le Sri Lanka (+3,2 %) ont tous deux fait l'objet d'une révision positive du programme du FMI. Dans le cas de l'Argentine, la deuxième révision du programme a été approuvée, garantissant un décaissement supplémentaire d'un milliard USD malgré le non-respect de certains objectifs quantitatifs en décembre 2025. Cette approbation a été accordée en raison de la forte accumulation de réserves de change observée depuis le début de l'année 2026 et des perspectives prometteuses pour de nouveaux achats de devises. En outre, le Trésor a éliminé 13 milliards d'USD de dette intra-publique

de l'ère Kirchner due à la banque centrale en utilisant les bénéfices de la banque, qui autrement auraient pu être transférés au Trésor. Cette mesure réduit la dette brute du pays de près de 2 % du P.I.B. Le Sri Lanka a obtenu les cinquième et sixième revues combinées du programme du FMI, reprenant le programme après les retards causés par le cyclone Ditwah l'année dernière et obtenant un décaissement de 695 millions USD. Les autorités semblent attachées à une politique orthodoxe: La banque centrale a relevé ses taux d'intérêt de 100 pb pour soutenir la monnaie, et le gouvernement a augmenté les impôts sur les importations de véhicules de 30 à 45 % pour préserver les réserves de change. Ils ont également assuré l'approvisionnement en pétrole jusqu'en novembre. Ainsi, nous pensons que ce pays vulnérable importateur de pétrole est relativement bien positionné pour faire face au choc pétrolier. Bolivie (-2,4 %) a enregistré la deuxième pire performance souveraine en mai, des manifestations massives réclamant l'annulation des hausses de prix des carburants, de fortes augmentations salariales et la démission du président bloquant la capitale. Ces manifestations sont susceptibles de freiner le rythme et de limiter l'ampleur de l'ajustement budgétaire nécessaire et urgent.

Revue du portefeuille

Nous avons maintenu le risque de crédit moyen du fonds à BB+, conforme à la notation de référence. Nous avons réduit notre exposition à l'Afrique via l'Angola, l'Égypte, la Côte d'Ivoire et le Kenya. En Égypte, nous avons également commencé à nous repositionner du segment intermédiaire vers le segment long de la courbe, inversant ainsi la stratégie du mois précédent. En Angola, nous avons réaffecté une partie de l'exposition de Sonangol, l'entreprise publique d'énergie, aux obligations souveraines après que Sonangol a nettement surperformé ces dernières. Nous avons augmenté notre exposition aux obligations quasi-souveraines au Chili et ajouté des obligations libellées en euros en Roumanie. En Turquie, nous avons accru notre exposition aux obligations souveraines et aux obligations d'entreprises, car nous estimons que l'élargissement des écarts de rendement provoqué par les récents bruits politiques est exagéré. Nous avons participé à la nouvelle émission d'obligations indonésiennes libellées en euros. Nous avons également augmenté notre exposition au Sri Lanka, reconnaissant la politique proactive et orthodoxe que les autorités maintiennent en réaction à la hausse des prix de l'énergie. Nous avons légèrement réduit l'exposition à la Colombie, tout en maintenant une surpondération par rapport à l'indice de référence à l'approche du premier tour des élections présidentielles. Au Mexique, nous avons transféré une partie de notre exposition des obligations souveraines vers les obligations de Petroleos Mexicanos, la société d'énergie détenue par l'État, afin de bénéficier d'un écart de rendement attrayant. Dans le segment supranational, nous avons déplacé une partie de notre exposition de l'African Export-Import Bank vers la West African Development Bank.

Analyse de la performance

Le fonds a surperformé son indice de référence de 0,48 % en mai (net, classe d'actions I). Cette surperformance est attribuée à parts égales à la sélection des obligations et à l'allocation par pays. Le principal moteur de la performance rela-

tive a été la position en obligations roumaines libellées en euros, qui ont surperformé leurs homologues libellées en USD. La sélection d'obligations d'entreprises et quasi-souveraines brésiliennes au sein du portefeuille a également apporté une contribution positive. La surpondération du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et de la République du Congo a soutenu la performance relative par rapport à l'indice de référence. En revanche, la sélection d'obligations d'entreprises et quasi-souveraines en Turquie a pesé sur la performance relative. En outre, la sous-pondération dans Bahreïn, le Nigeria et l'Afrique du Sud a quelque peu nuí à la performance relative.

Perspectives

Les communications de l'administration américaine et de l'Iran indiquent que les deux parties sont plus proches d'un accord qui pourrait rouvrir le détroit d'Ormuz qu'elles ne l'étaient il y a un mois. Comme nous l'avons mentionné dans notre précédent commentaire mensuel, nous pensons que les deux parties ont suffisamment d'incitations économiques et politiques pour parvenir à un accord. Cela dit, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le détroit d'Ormuz reste fermé et les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers continuent de s'épuiser à un rythme insoutenable. Toutefois, les marchés ont presque entièrement intégré une réouverture. Les prix du pétrole brut Brent restent proches de 95 USD le baril, et l'inflation a considérablement accéléré, incitant certaines banques centrales des marchés émergents, telles que celles d'Afrique du Sud, d'Indonésie et du Sri Lanka, à relever leurs taux d'intérêt, tandis que d'autres, comme au Brésil, ont suspendu leurs cycles d'assouplissement. Les rendements globaux sont nettement plus élevés qu'avant la guerre, ce qui rend les titres obligataires relativement plus attrayants, selon nous. Cependant, du côté des devises fortes, cela s'explique entièrement par la hausse des taux sans risque, car la plupart des écarts de rendement des pays émergents sont aujourd'hui plus serrés qu'avant la guerre, à quelques exceptions près. Dans l'ensemble, nous estimons que la proposition risque-récompense est moins attrayante sur le front des devises fortes après le rallye du mois dernier. Nous voyons néanmoins encore de nombreuses opportunités spécifiques. En effet, nous estimons que le rallye généralisé du marché n'a pas été suffisamment différencié entre les émetteurs, ouvrant ainsi des opportunités de valeur relative potentielle sur le marché. De plus, ce resserrement des écarts de rendement n'est pas propre aux marchés émergents; les écarts de taux d'intérêt des marchés développés sont tout aussi serrés, reflétant une économie mondiale qui est restée résiliente face au choc pétrolier. L'économie américaine, en particulier, est toujours très solide, avec un marché du travail qui ne laisse plus présager un ralentissement économique imminent. Autrement dit, pour les investisseurs multi-actifs, un régime d'investissement de reflation apparaît comme le scénario le plus probable plutôt qu'un régime de stagflation, ce qui est positif pour les actifs à risque. En effet, si le détroit d'Ormuz se rouvre rapidement, nous pensons que cette interprétation du marché s'avèrera correcte. Cependant, le risque de retards importants supplémentaires dans la conclusion d'un accord, qui pourrait entraîner des contraintes quantitatives sur l'approvisionnement en carburant pour l'économie mondiale, demeure un scénario possible, mais il n'est plus intégré dans les prix avec une probabilité significative. Si un tel scénario négatif devait se matérialiser (bien que ce ne soit pas notre scénario de base),

les marchés pourraient passer d'une interprétation reflationniste à une interprétation stagflationniste des faits, nécessitant une correction significative des actifs à risque. Dans cet environnement, nous concentrons nos efforts sur l'optimisation des opportunités de valeur relative, tout en contrôlant les risques agrégés.

Sur le front de la monnaie locale, nous estimons que les valorisations sont désormais plus attractives qu'avant le conflit, car les rendements à valeur nominale ont accru bien plus que les anticipations d'inflation, propulsant les rendements réels à près d'un écart-type au-dessus de la médiane sur la longue durée. C'est pourquoi nous pensons que les valorisations agrégées en monnaie locale sont plus attrayantes que celles en monnaie forte, où les écarts de rendement demeurent sous leur médiane de long terme. De plus, plusieurs données relatives à l'inflation pour le mois de mai, publiées jusqu'à présent au début du mois de juin, suggèrent que l'inflation pourrait culminer à un niveau inférieur à ce que le marché avait anticipé. Les prix à la consommation tchèques n'ont augmenté que de 0,1 % en mai (contre 0,3 % attendu), réduisant le taux d'inflation annuel de 2,5 % à 2,1 % (2,3 % attendu). L'inflation mensuelle à Lima (Pérou) a été négative, faisant passer le taux annuel de 4,0 % à 3,9 % (contre 4,2 % prévu). L'inflation en Thaïlande et aux Philippines a également été nettement inférieure au consensus, le taux annuel de la Thaïlande passant de 2,9 % à 2,8 % (une accélération à 3,1 % était attendue), et le taux des Philippines tombant à 6,8 % contre 7,2 % le mois précédent, alors qu'une accélération à 7,8 % était attendue. Si cette tendance se poursuit, elle serait susceptible de confirmer notre opinion d'il y a deux mois selon laquelle les taux à valeur nominale des pays émergents ont subi une vente massive par rapport aux taux des pays développés. Nous considérons la reprise de l'exceptionnalisme américain, portée par le boom de l'intelligence artificielle, comme le principal risque pour les actifs en monnaie locale, car cela pourrait renforcer le dollar à court terme. C'est pourquoi nous maintenons actuellement une exposition à faible bêta sur les monnaies des pays émergents, mais une exposition à bêta élevé sur les taux des pays émergents dans nos stratégies en monnaies locales. Nous ne considérons pas la vigueur de l'économie américaine comme un risque potentiel pour la dynamique de l'inflation dans les pays émergents, et nous pensons que les monnaies des pays émergents peuvent encore surperformer les monnaies DM non américaines, comme ce fut le cas en mai, lorsque les monnaies des pays émergents ont enregistré des rendements positifs (mesurés en USD) malgré un dollar en hausse, soutenues par des taux réels élevés et des banques centrales des pays émergents proactives qui n'hésitent pas à relever leurs taux en réponse à des chocs inflationnistes mondiaux. Par ailleurs, nous identifions de nombreuses opportunités idiosyncratiques à fort carry et faible bêta sur les marchés frontières en devise locale, qui, selon nous, devraient rester relativement isolées de la plupart des évolutions des marchés mondiaux.

Du point de vue fondamental, nous constatons un soutien solide pour la classe d'actif, porté par la tendance continue à l'amélioration des ratings souverains au cours des trois derniers mois, malgré le choc pétrolier. Deux grands pays d'Amérique latine (le Mexique et la Colombie) ont vu leur note de crédit abaissée en raison de leur manque de discipline

budgétaire. Cependant, plusieurs petits pays à haut rendement (High Yield) à travers tous les continents ont vu leur note relevée durant cette période. Il est à noter que la politique orthodoxe prévaut dans certains des pays les plus vulnérables, tels que le Sri Lanka et le Pakistan, dont les gouvernements sont prudents quant à la remise en cause des progrès significatifs réalisés au cours des quatre dernières années. Sur le plan technique, la demande de nouvelles

émissions reste forte, et les flux entrants dans la classe d'actifs ont rapidement repris après la phase initiale de la guerre. En avril, 6,8 milliards USD sont revenus vers les obligations des marchés émergents, compensant ainsi les 6,9 milliards USD sortis en mars, et la classe d'actif a reçu 3,3 milliards USD supplémentaires en mai, selon les données de l'EPFR.

Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
ISIN	LU0926439729
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
Date de lancement	15.5.2013

Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	1.5%	1.0%	2025	14.9%	14.3%
YTD	3.6%	2.6%	2024	13.8%	6.5%
1 an	15.0%	13.7%	2023	14.3%	11.1%
3 ans p.a.	15.3%	10.9%	2022	-19.9%	-17.8%
5 ans p.a.	4.2%	2.6%	2021	1.0%	-1.8%
10 ans p.a.	5.3%	4.0%	2020	1.4%	5.3%
ITD p.a.	4.7%	3.8%	2019	14.8%	15.0%
			2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site vontobel.com/sfdr.

Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce

fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique.

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative – GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Äulestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse vontobel.com/am. Vous trouverez un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: vontobel.com/vamsa-investor-information. Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

Danemark: Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande**: Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous référer au Document d'Information Clé (DIC). **Irlande**: Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent

document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie**: Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: clientrela-tion.it@vontobel.com. **Pays-Bas**: Le fonds et ses sous-fonds sont inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège**: Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid. **Suède**: Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime «Temporary Marketing Permissions Regime» (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF ou la télécharger sur notre site Internet vontobel.com/am. Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des

banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site am.vontobel.com/terms-of-licenses.

Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise

sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG
 Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich
 Switzerland
 T +41 58 283 71 11
info@vontobel.com | vontobel.com/am